

Pontivy. Centre des Finances publiques : les syndicats dénoncent la casse du service public



L'intersyndicale Solidaires, CFDT, CGT, et FO, réunie mercredi 3 juillet 2019, devant le Centre des finances publiques de Pontivy, est opposée au projet de « géographie revisitée » initié par le ministre du budget, Gérald Darmanin. Impactés, les agents du site craignent « une destruction du réseau de proximité ».

Ils étaient une trentaine d'agents et syndicalistes Solidaires, CFDT, CGT, et FO, ce mercredi 3 juillet 2019, devant le centre des Finances publiques de Pontivy, pour exprimer leurs craintes

et leur colère après avoir pris connaissance, le 11 juin dernier, lors d'un comité technique local d'information, du projet national de restructuration des centres des Finances publiques.

Initiée il y a un an par le ministre du budget, Gérald Darmanin, et révélée aux agents il y a donc moins d'un mois, cette « géographie revisitée » impacterait directement les sites du Centre-Bretagne. Si à Baud et Locminé, les trésoreries sont menacées de fermeture à l'échéance de 2022, le site de Pontivy n'échappe pas à la règle : le projet prévoirait la disparition du service des impôts des entreprises et de la trésorerie.

« On marche sur la tête ! »

« Le service des impôts des entreprises serait rattaché à Lorient. Les 13 agents de ce service devraient aller travailler tous les jours là-bas alors qu'ils habitent le secteur, pestent les syndicats. On nous a dit qu'il était possible de prendre un bus tous les matins. On marche sur la tête ! »

Si les agents craignent pour leurs situations, ils pensent aussi aux usagers. **« Devant le portail informatique, beaucoup sont démunis et ne pourront plus compter sur notre expertise, regrette l'intersyndicale. En ce qui concerne la fiscalité des entreprises, nous connaissons les entreprises du secteur et faisons un suivi personnalisé. Cela risque de disparaître. On leur demandera de faire les démarches par visioconférence ou bien de se déplacer jusqu'à Lorient, comme s'ils n'avaient que ça à faire. »**

Actuellement en concertation jusqu'à la fin du mois de septembre avec les organisations syndicales, le projet pourrait aboutir dès l'année prochaine, afin de respecter l'objectif annoncé de 120 000 postes de fonctionnaires en moins d'ici la fin du quinquennat présidentiel.